Lightspeed annonce ses résultats financiers du troisième trimestre 2023

Produits des activités ordinaires en hausse de 24 % sur 12 mois pour atteindre 188,7 M$ (croissance de 26 % en monnaie constante[1]), s'établissant dans la tranche supérieure des prévisions précédemment établies

Hausse de 75 % sur 12 mois du volume traité par les solutions de paiement brut, à 3,9 G$

Le nombre d'emplacements clients traitant un VTB supérieur à 500 000 $ par année a augmenté de 15 % sur 12 mois[2]

Perte au titre du BAIIA ajusté considérablement inférieure aux prévisions précédemment établies

Lightspeed poursuit son engagement de générer une croissance rentable en affichant un BAIIA ajusté équilibré ou mieux[3] au cours de l'exercice 2024

Lightspeed présente ses résultats en dollars américains et conformément aux IFRS

MONTRÉAL, le 2 février 2023/CNW Telbec/ – Lightspeed Commerce Inc. (« Lightspeed » ou la « Société ») (TSX : LSPD) (NYSE : LSPD), fournisseur de plateforme commerciale centralisée destinée aux commerçants du monde entier qui permet de simplifier et de développer l'expérience client et de la rendre exceptionnelle, a annoncé aujourd'hui ses résultats financiers pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2022.

« Au cours des deux derniers exercices, nous avons mis sur pied la plateforme commerciale la plus attrayante du marché pour aider les PME complexes à augmenter leur productivité, à réduire leurs coûts, à automatiser leurs activités et à utiliser les analyses fondées sur les données pour faire croître leur entreprise. Nous demeurons satisfaits de la croissance enregistrée pour cette clientèle cible, a déclaré JP Chauvet, chef de la direction de Lightspeed. Notre décision mûrement réfléchie de nous concentrer sur ce groupe se reflète dans nos résultats du trimestre, nos emplacements clients affichant un VTB[6] annuel supérieur à 500 000 $, en hausse de 15 %, et ceux affichant un VTB annuel supérieur à 1 M$ ayant augmenté de 19 % sur 12 mois[2]. »

Les opportunités de Lightspeed sur les marché demeurent vastes puisque les PME complexes ont besoin de solutions technologiques pour mener leurs activités et traverser les périodes houleuses ébranlées par un repli des dépenses des consommateurs. Lightspeed a pour but d'attirer la bonne catégorie de clients et d'assurer que ses charges d'exploitation sont optimisées de manière à desservir ce marché le mieux possible et à atteindre ses objectifs de croissance rentable.

« Ayant intégré avec succès de nombreuses acquisitions, Lightspeed a été en mesure de réaliser une perte au titre du BAIIA ajusté inférieure aux prévisions précédemment établies et la plus faible des neuf derniers trimestres, a déclaré Asha Bakshani, cheffe des finances de Lightspeed. Lightspeed ne perd pas de vue son objectif d'atteindre un BAIIA ajusté équilibré ou mieux au cours du prochain exercice[3], et notre structure organisationnelle simplifiée nous permettra d'être plus agile alors que nous cherchons à tirer parti des occasions à long terme considérables qui se présenteront. »

---

1 Mesure ou ratio non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures et ratios non conformes aux IFRS » et au rapprochement à la mesure ou au ratio IFRS le plus directement comparable du présent communiqué.

2 Exclusion faite des emplacements clients et du VTB attribuables au produit de commerce électronique distinct d'Ecwid et aux produits Lightspeed Golf et NuORDER by Lightspeed.

3 Perspectives financières, se reporter à la rubrique « Perspectives financières à long terme » du présent communiqué pour les hypothèses, les risques et les incertitudes liés au seuil d'équilibre du BAIIA ajusté de Lightspeed, ainsi qu'à la rubrique « Énoncés prospectifs ».

Faits saillants financiers du troisième trimestre

(À moins d'indication contraire, la période comparative est le trimestre clos le 31 décembre 2021.)

- Total des produits des activités ordinaires de 188,7 M$, en hausse de 24 %, ou 26 % en monnaie constante[1].
- Produits tirés des abonnements de 74,5 M$, en hausse de 9 %.
- Produits tirés du traitement des transactions de 107,2 M$, en hausse de 41 %.
- Perte nette de (814,8) M$, ce qui représente (431,8) % des produits des activités ordinaires, ou (5,39) $ par action. La perte nette comprend une charge de dépréciation du goodwill hors trésorerie de (748,7) M$. Après ajustement pour tenir compte de certains éléments, tels que les coûts liés aux acquisitions, la dépréciation du goodwill et la rémunération à base d'actions, la Société a comptabilisé un résultat ajusté[1] s'établissant à 0,4 M$, ou 0,00 $ par action[1].
- BAIIA ajusté[1] : perte de (5,4) M$, soit (2,9) % des produits des activités ordinaires[1] comparativement à la prévision précédemment établie de perte sur le BAIIA ajusté[1] d'environ (9) M$.
- Au 31 décembre 2022, la trésorerie et les équivalents de trésorerie non soumis à restrictions de Lightspeed se chiffraient à environ 838,1 M$.

Les fluctuations des taux de change ont eu un effet défavorable au cours du trimestre. Le tableau ci-dessous présente l'incidence du change sur les produits des activités ordinaires et le VTB pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2022[4].

	Trimestre clos le 31 décembre 2022		Période de neuf mois close le 31 décembre 2022	
Monnaie constante (En millions de dollars américains pour les produits des activités ordinaires et en milliards de dollars américains pour le VTB)	**Produits des activités ordinaires**	**VTB**	**Produits des activités ordinaires**	**VTB**
Total des produits des activités ordinaires présenté et VTB[4] total présenté	188,7 $	22,4 $	546,3 $	66,8 $
Incidence du change sur les produits des activités ordinaires et sur le VTB	3,8 $	1,4 $	10,3 $	4,2 $
Produits des activités ordinaires en monnaie constante[1] et VTB en monnaie constante[4]	192,5 $	23,8 $	556,6 $	71,0 $
Taux de croissance des produits des activités ordinaires et taux de croissance du VTB	24 %	10 %	36 %	20 %
Taux de croissance des produits des activités ordinaires en monnaie constante[1] et taux de croissance du VTB en monnaie constante	26 %	17 %	39 %	28 %

Données comparatives des périodes correspondantes de l'exercice précédent	**Trimestre clos le 31 décembre 2021**		**Période de neuf mois close le 31 décembre 2021**	
Total des produits des activités ordinaires présenté et VTB total présenté	152,7 $	20,4 $	401,8 $	55,6 $

4 Indicateur de rendement clé. Se reporter à la rubrique « Indicateurs de rendement clés ».

Faits saillants opérationnels

- Les produits des activités ordinaires ont totalisé 188,7 M$, en hausse de 24 % sur 12 mois, en raison d'une croissance interne[5] stimulée par la hausse du RMPU, la croissance du VTB, la vaste adoption de nos solutions de paiement et l'augmentation du nombre d'emplacements clients appartenant à des clients affichant un VTB élevé. En monnaie constante[1], les produits des activités ordinaires ont augmenté de 26 %.
- Les produits tirés des abonnements et du traitement des transactions ont augmenté de 26 % sur 12 mois pour s'établir à 181,7 M$, ce qui est entièrement attribuable à la croissance interne. En monnaie constante, les produits tirés des abonnements et du traitement des transactions[1] ont enregistré une croissance de 28 %.
- Les produits tirés des abonnements, qui s'élèvent à 74,5 M$, ont augmenté de 9 % sur 12 mois grâce au nombre croissant d'emplacements clients chez les clients affichant un VTB élevé et à la hausse du RMPU. En monnaie constante, les produits tirés des abonnements[1] ont enregistré une croissance de 13 %.
- Les produits tirés du traitement des transactions se sont établis à 107,2 M$, pour une hausse de 41 % sur 12 mois. Cette performance est attribuable à la croissance soutenue du VTB et au traitement d'une partie de plus en plus importante de ce VTB traité au moyen des solutions de paiement de la Société. Le VTSPB[4] est passé de 2,2 G$ à la période correspondante de l'exercice précédent à 3,9 G$, en hausse de 75 %.
- Au cours du trimestre, Lightspeed a poursuivi son objectif d'attirer un certain profil de clients, c'est-à-dire les clients affichant un VTB plus élevé et des besoins plus complexes auxquels les solutions de pointe de Lightspeed conviennent parfaitement. Ainsi, le RMPU[4] mensuel des emplacements clients s'est accru de 20 % pour s'établir à environ 348 $, comparativement à environ 290 $ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le RMPU tiré des abonnements a atteint 136 $ comparativement à 131 $ pour l'exercice précédent. La clientèle de Lightspeed a continué de changer pour des emplacements clients affichant un VTB plus élevé; le nombre d'emplacements clients ayant un VTB supérieur à 500 000 $ par année[6] a augmenté de 15 % sur 12 mois[2], et le nombre d'emplacements clients ayant un VTB supérieur à 1 M$ par année, de 19 % sur 12 mois[2]. Inversement, le nombre d'emplacements clients ayant un VTB inférieur à 200 000 $ par année a diminué sur 12 mois[2]. Les emplacements clients affichant un VTB supérieur à 500 000 $ par année ont un risque lié au roulement de la clientèle considérablement plus faible et une valeur à terme plus élevée pour Lightspeed par rapport aux clients dont le VTB par année est plus faible. Le nombre total d'emplacements clients[4] est demeuré stable par rapport au trimestre précédent, à environ 167 000.[7]
- Quelques gains réalisés : CASETiFY, marque mondiale d'accessoires technologiques de premier plan qui rejoint un millénarial sur sept, a retenu Lightspeed Retail et Lightspeed Payments pour son tout premier magasin phare en Australie; Soletrader, détaillant de chaussures britannique bien connu qui exploite 28 emplacements au Royaume-Uni, a choisi Lightspeed Retail et Lightspeed Payments; Le Petit Nice, restaurant triplement étoilé Michelin situé en Provence a opté pour Lightspeed Restaurant et Lightspeed Payments; le Sky-Line Club, institution gastronomique de Chicago qui a vu le jour en 1926, a choisi Lightspeed Restaurant et Lightspeed Payments and Analytics; et Santoni, marque de chaussures italiennes de luxe faites main, rejoindra la plateforme Lightspeed B2B, tout comme Gerber Childrenswear.

5 Dans les présentes, les mentions de la croissance « interne » ne tiennent pas compte de l'incidence des acquisitions réalisées depuis la clôture de la période correspondante de l'exercice précédent de manière à fournir une même base de comparaison. Pour plus de clarté, lorsqu'une acquisition a eu lieu au cours de la période correspondante de l'exercice précédent, l'apport de cette acquisition pour la période considérée est inclus aux fins du calcul de la croissance interne uniquement dans la mesure où il s'agit des mêmes mois que ceux de la période correspondante de l'exercice précédent.

6 Le VTB d'un emplacement client par année est calculé en annualisant le VTB pour les mois au cours desquels l'emplacement client a été actif, et ce, pendant les 12 derniers mois.

7 Les emplacements clients et le RMPU de ce paragraphe excluent environ 154 000 emplacements clients au 31 décembre 2022 attribuable au produit de commerce électronique distinct d'Ecwid et environ 156 000 au 31 décembre 2021.

- Pour le trimestre, les clients de Lightspeed ont traité un VTB de 22,4 G$, en hausse de 10 % sur 12 mois, et un VTB en monnaie constante de 23,8 G$, en hausse de 17 % sur 12 mois. Le VTB du secteur de la vente au détail omnicanale a augmenté de 6 % et celui du secteur de l'hôtellerie, de 16 %. La Société a constaté l'effet du ralentissement des dépenses des consommateurs sur sa clientèle, plusieurs marchés verticaux de détail ayant vu leur VTB par emplacement diminuer sur 12 mois. Le VTB du secteur de l'hôtellerie a été solide sur 12 mois, étant donné l'incidence des résurgences de la COVID-19 au cours du trimestre clos le 31 décembre 2021, mais a également montré des signes de faiblesse par rapport au trimestre précédent.
- La perte nette pour le trimestre s'établissait à (814,8) M$, comparativement à (65,5) M$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. En pourcentage des produits des activités ordinaires, la perte nette représentait (431,8) %, contre (42,9) % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La perte nette comprend une charge de dépréciation du goodwill hors trésorerie de (748,7) M$.
- La perte au titre du BAIIA ajusté[1] pour le trimestre s'établissait à (5,4) M$, comparativement à (7,1) M$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. En pourcentage des produits des activités ordinaires[1], la perte au titre du BAIIA ajusté représentait (2,9) %, contre (4,7) % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La perte au titre du BAIIA ajusté a été moins importante que ce que Lightspeed avait prévu en raison de la discipline financière soutenue et des produits des activités ordinaires qui se sont situés dans la tranche supérieure des prévisions établies précédemment.
- La Société effectue son test de dépréciation du goodwill annuel le 31 décembre de chaque année. Étant donné le recul généralisé des évaluations des entreprises technologies et la baisse du cours de l'action de Lightspeed, l'actif net de la Société a dépassé sa capitalisation boursière au 31 décembre 2022, ce qui a déclenché une dépréciation pour la Société. Le test de dépréciation du goodwill a entraîné une charge de dépréciation hors trésorerie de (748,7) M$.
- Au cours du trimestre, la Société a annoncé l'arrivée de Kady Srinivasan, en tant que cheffe du marketing, au sein de l'équipe de haute direction. Mme Srinivasan est une cadre chevronnée qui compte plus de 15 ans d'expérience dans la direction, l'élaboration et le déploiement d'efforts marketing au sein d'entreprises de vente au détail, de jeux, de produits de consommation et de technologie. Mme Srinivasan arrive chez Lightspeed après avoir travaillé pour Klaviyo où elle occupait le poste de vice-présidente principale, responsable mondiale du marketing. Auparavant, elle a été chef du marketing au sein de Owlet Baby Care et occupé divers postes pour Dropbox et Electronic Arts.
- Le 17 janvier 2023, la Société a annoncé une rationalisation et une réorganisation de ses activités, au terme desquelles elle réduira de 10 % ses effectifs, soit environ 300 postes. Ce remaniement a donné lieu à des frais de restructuration en trésorerie additionnels estimés entre 12 M$ et 14 M$, composés principalement d'indemnités de départ, d'avantages sociaux et de frais connexes. La Société prévoit engager ces frais surtout au cours de son quatrième trimestre. L'élimination des postes donnera lieu à une diminution des salaires et des avantages connexes estimés d'environ 25 M$ par année.
- Les produits des activités ordinaires de Lightspeed se sont accrus de 221 % au cours du trimestre par rapport à l'exercice précédent. Au 31 décembre 2022, des avances de fonds aux commerçants de 15,8 M$ étaient en cours, en hausse de 25 % par rapport au trimestre précédent.

Perspectives financières[8]

Les prévisions suivantes remplacent tous les énoncés précédents de la Société et sont basées sur les attentes actuelles.

Lightspeed s'attend à ce que les dépenses des consommateurs demeurent sous pression à court terme et, puisque les produits tirés du traitement des transactions représentent désormais plus de la moitié du total des produits des activités ordinaires, cela constituera une difficulté pour les mois à venir. Lightspeed continuera à faire preuve de prudence dans la gestion des activités alors que l'incertitude plane toujours sur le contexte macroéconomique et fera encore de la croissance rentable sa priorité.

Pour l'exercice 2023 complet, Lightspeed prévoit maintenant une perte au titre du BAIIA ajusté[1] d'environ (37) M$, une amélioration par rapport aux prévisions établies précédemment d'environ (40) M$. La Société s'attend désormais à ce que les produits des activités ordinaires annuels se situent dans le bas de la fourchette des prévisions établies précédemment de l'ordre de 730 M$ à 740 M$ (ou d'environ 740 M$ à 750 M$ en monnaie constante[1]).

La Société poursuit son engagement de générer un BAIIA ajusté équilibré ou mieux[1] au cours de l'exercice 2024.

Conférence téléphonique et webdiffusion

Lightspeed tiendra une conférence téléphonique et une webdiffusion pour faire le point sur ses résultats financiers à 8 h, heure de l'Est, le jeudi 2 février 2023. Pour accéder à la conférence téléphonique, veuillez vous rendre en ligne à l'adresse https://conferencingportals.com/event/rPYvDbSx. Après votre inscription, des instructions vous seront fournies pour vous joindre à la conférence : numéro de téléphone, mot de passe unique et code d'identification. À l'heure de la conférence téléphonique, les participants inscrits pourront utiliser le numéro de téléphone fourni dans le courriel de confirmation, puis saisir leur mot de passe unique et leur code d'identification pour accéder directement à la conférence. La webdiffusion sera également transmise en direct à l'onglet Relations avec les investisseurs du site Web de la Société à l'adresse https://investors.lightspeedhq.com.

Lightspeed discutera notamment des résultats trimestriels, des perspectives financières et des tendances liées à sa clientèle lors de la conférence téléphonique et de la webdiffusion, et les documents connexes seront accessibles sur le site Web de la Société à l'adresse https://investors.lightspeedhq.com. Les investisseurs devraient examiner attentivement les facteurs, les hypothèses et les incertitudes présentés dans ces documents connexes.

On pourra entendre la conférence en reprise du 2 février 2023, à partir d'environ 11 h, heure de l'Est, au 9 février 2023, 23 h 59, heure de l'Est, en composant le 800-770-2030 aux États-Unis et au Canada, ou le 647-362-9199 à l'international, ainsi que le code d'accès 74316. La webdiffusion sera archivée à l'onglet Relations avec les investisseurs du site Web de la Société à l'adresse https://investors.lightspeedhq.com.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et le rapport de gestion de Lightspeed pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2022 sont accessibles sur son site Web, à l'adresse https://investors.lightspeedhq.com, et seront déposés sur SEDAR, au www.sedar.com, et sur EDGAR, au www.sec.gov.

8 Les perspectives financières sont présentées sous toutes réserves, sont fondées sur un certain nombre d'hypothèses et sont assujetties à un certain nombre de risques qui sont décrits à la rubrique « Énoncés prospectifs » et « Hypothèses des perspectives financières » du présent communiqué.

Hypothèses des perspectives financières

Lors du calcul du BAIIA ajusté et des produits des activités ordinaires en monnaie constante inclus dans nos perspectives financières du quatrième trimestre et de l'exercice clos le 31 mars 2023, nous avons tenu compte de mesures conformes aux IFRS, notamment des produits des activités ordinaires, du coût direct des produits et des charges d'exploitation. Nos perspectives financières se fondent sur certaines hypothèses, dont les suivantes : les territoires où Lightspeed mène des activités importantes ne renforceront pas considérablement les mesures strictes mises en place pour ralentir la propagation de la COVID-19 ou ne mettront pas en place de nouvelles mesures du fait de la recrudescence du virus ou de l'émergence de nouveaux variants; les demandes d'arrêt temporaire d'abonnements et le roulement de la clientèle attribuable aux faillites demeureront conformes aux prévisions; notre capacité à accroître le nombre de nos emplacements clients demeurera conforme aux prévisions (tout particulièrement pour les groupes affichant un VTB élevé); nos flux de revenus tirés des recommandations de nos partenaires demeurent conformes aux taux historiques (particulièrement avec la croissance continue de nos solutions de paiement, qui font concurrence aux solutions qu'offrent certains de ces partenaires); les utilisateurs qui adoptent nos solutions de paiement ont un VTB moyen égal ou supérieur aux prévisions; les taux d'adoption futurs des solutions de paiement demeurent conformes aux taux passés et aux attentes, notamment que la croissance des produits tirés du traitement des transactions sera au moins deux fois supérieure à des produits tirés des abonnements sur 12 mois; les marges brutes reflétant cette tendance dans la composition des produits des activités ordinaires; notre capacité à fixer les prix de nos solutions de paiement est conforme à nos attentes et permet de réaliser des marges convenables; notre capacité à assurer l'expansion continue de nos solutions de paiement; le retour de tendances saisonnières historiques pour certains de nos marchés verticaux clés et l'incidence sur notre VTB et les produits tirés du traitement des transactions; notre capacité à susciter l'adoption de nos modules par notre clientèle; notre capacité à tirer les avantages attendus des acquisitions que nous avons réalisées, notamment les synergies attendues à la suite de la priorisation de nos produits phares Lightspeed Retail et Lightspeed Restaurant; l'acceptation et l'adoption par le marché de nos produits phares; notre capacité à attirer et maintenir en poste le personnel clé nécessaire à la réalisation de nos plans; nos attentes quant aux coûts, au calendrier et à l'incidence de nos mesures de réduction des coûts; notre capacité à gérer le roulement de notre clientèle; notre capacité à gérer les réductions de prix et les ententes de report de paiement; les hypothèses relatives à l'inflation, aux variations des taux d'intérêt, aux dépenses de consommation, aux taux de change et aux autres facteurs macroéconomiques. Nos perspectives financières ne tiennent pas compte de l'incidence éventuelle des acquisitions qui pourraient être annoncées ou conclues après la date des présentes. Nos perspectives financières, et notamment les diverses hypothèses qui les sous-tendent, constituent de l'information prospective et doivent être lues dans l'esprit de la mise en garde concernant l'information prospective qui figure ci-après. En raison de nombreux facteurs, nos résultats, nos niveaux d'activité, notre rendement ou nos réalisations peuvent sensiblement s'écarter de ceux qui sont exprimés ou sous-entendus dans l'information prospective, y compris les risques et incertitudes liés aux éléments suivants : toute pandémie comme la COVID-19, le risque de recrudescence nouvelle ou continue de la COVID-19 ou d'apparition de nouveaux variants ou mutations dans les principales régions où nous sommes présents et son incidence sur les PME (notamment une hausse du roulement de la clientèle attribuable aux faillites); les demandes d'arrêt temporaire d'abonnements et les reports de décisions d'achat; l'invasion de l'Ukraine par la Russie, y compris les réactions à celle-ci; notre incapacité à attirer et retenir des clients; notre incapacité à augmenter nos ventes; notre incapacité à mettre en place notre stratégie de croissance; notre incapacité à assurer l'accélération continue du déploiement mondial et de l'adoption de nos solutions de paiement; notre appui sur un nombre restreint de fournisseurs de services infonuagiques et de fournisseurs des composantes de la technologie que nous offrons sur nos solutions de paiement; notre capacité à maintenir des stocks suffisants de matériel informatique; notre incapacité à améliorer la fonctionnalité, la performance, la fiabilité, la conception, la sécurité et l'extensibilité de notre plateforme; notre capacité à prévenir et à gérer les atteintes à la sécurité de l'information ou d'autres menaces à la cybersécurité; notre capacité à livrer concurrence; les relations stratégiques avec des tiers; notre appui sur l'intégration de solutions de traitement de paiement de tiers; la compatibilité de nos solutions avec les applications et les systèmes de tiers; l'évolution de la technologie sur laquelle repose notre plateforme; notre

capacité à obtenir, maintenir et protéger notre propriété intellectuelle; les risques liés aux activités internationales et à l'usage de notre plateforme dans différents pays; notre situation de trésorerie et nos ressources en capital; les litiges et la conformité à la réglementation; les changements dans la législation fiscale et son application; notre aptitude à accroître nos moyens et nos capacités en matière de vente, de commercialisation et de soutien; notre capacité à réaliser nos mesures de réduction des coûts; le maintien de la qualité de notre service à la clientèle et de notre réputation; le contexte macroéconomique des PME, notamment l'inflation, les variations de taux d'intérêt, les tendances de consommation et les fluctuations du change. L'information prospective a pour but de fournir au lecteur une description des attentes de la direction quant à notre rendement financier. Elle peut ne pas convenir à d'autres buts.

Perspectives financières à long terme

Nos cibles à long terme reflètent la tendance actuelle en ce qui concerne l'adoption de nos solutions de paiement par nos clients, ce qui a donné lieu à une proportion accrue des produits tirés du traitement des transactions par rapport aux produits tirés des abonnements, qui offrent une marge plus élevée. Nos cibles à long terme reflètent également une augmentation graduelle de notre levier d'exploitation, notamment en raison de l'augmentation du RMPU et des avantages découlant des économies d'échelle réalisées sur nos principales charges d'exploitation. Nos cibles à long terme constituent des perspectives financières et de l'information prospective au sens donné par les lois sur les valeurs mobilières. La communication des cibles à long terme a pour but de fournir une description des attentes de la direction quant à notre modèle opérationnel prévu, à notre rendement financier et à nos perspectives de croissance à une étape future de nos activités. Ces renseignements pourraient ne pas convenir à d'autres fins.

La Société a eu recours à un certain nombre d'hypothèses dans la préparation de ses objectifs à long terme, notamment :

- la conjoncture économique dans les principaux secteurs géographiques et marchés verticaux que nous desservons, notamment la confiance des consommateurs, le revenu disponible, les dépenses de consommation et l'emploi, qui demeurent semblables aux niveaux actuels;
- un recul durable de la pandémie de COVID-19, y compris les variants, et une immunité collective atteinte dans nos principaux secteurs géographiques et marchés verticaux, y compris la levée des mesures de distanciation physique et des autres restrictions d'ordre général sur ces marchés;
- l'adoption par nos clients de nos solutions de paiement conformément aux taux et aux attentes précédents, les nouveaux clients ayant un VTB moyen égal ou supérieur aux prévisions;
- la marge brute en pourcentage des produits continue de diminuer, car de plus en plus de clients adoptent nos solutions de paiement;
- notre capacité à fixer les prix de nos solutions de traitement des paiements conformément à nos attentes;
- notre capacité à assurer l'expansion continue de nos solutions de paiement;
- nos flux de revenus tirés des recommandations de nos partenaires demeurant conformes aux taux historiques (particulièrement avec la croissance soutenue de nos solutions de paiement, qui font concurrence aux solutions qu'offrent certains de ces partenaires);
- une croissance à long terme du RMPU de 10 % ou plus par année, notamment une croissance du RMPU tiré des abonnements, conforme aux taux passés et aux attentes, et stimulée par l'adoption par les clients de solutions et de modules supplémentaires et l'introduction de nouveaux modules, solutions et fonctionnalités, notamment nos produits phares, Lightspeed Retail et Lightspeed Restaurant;
- notre capacité à fixer les prix de nos solutions et de nos modules est conforme à nos attentes;
- notre capacité à comptabiliser des synergies et à les réinvestir dans nos principaux secteurs d'activité à mesure que nous priorisons nos produits phares, Lightspeed Retail et Lightspeed Restaurant;
- une composition et une augmentation du nombre d'emplacements clients conformes à notre stratégie de centrer nos efforts sur les clients affichant un VTB plus élevé;

- notre capacité à intégrer efficacement les entreprises que nous avons acquises et de tirer les avantages attendus de leur acquisition;
- notre capacité à attirer, former et maintenir en poste notre personnel clé;
- notre capacité à réaliser nos mesures de réduction des coûts;
- notre capacité à assurer le bon perfectionnement de nos effectifs et à en accroître le nombre, y compris pour nos activités de vente, de commercialisation, de service de soutien et de services technologiques, tant à l'échelle nationale qu'internationale;
- notre capacité à gérer le roulement de notre clientèle;
- notre capacité à gérer les demandes d'arrêt temporaire d'abonnements, les réductions de prix et les ententes de report de paiement;
- des hypothèses relatives aux taux de change et d'intérêt, y compris à l'inflation;
- notre capacité à vendre notre service Lightspeed Capital à nos clients.

Nos perspectives financières ne tiennent pas compte de l'incidence potentielle des acquisitions qui pourraient être annoncées ou conclues après la date des présentes. En raison de nombreux facteurs, nos résultats, nos niveaux d'activité, notre rendement ou nos réalisations peuvent sensiblement s'écarter de ceux qui sont exprimés ou sous-entendus dans de telles cibles, y compris les facteurs de risque présentés dans notre plus récent rapport de gestion et sous la rubrique « Facteurs de risque » de notre plus récente notice annuelle. En particulier, nos objectifs à long terme sont subordonnés à des risques et incertitudes liés aux éléments suivants :

- la pandémie de COVID-19, y compris le risque de recrudescence nouvelle ou continue dans les principales régions où nous sommes présents et l'incidence sur les PME, telle qu'une hausse du roulement de la clientèle attribuable aux faillites, les demandes d'arrêt temporaire d'abonnements, les reports de paiement et les reports de décisions d'achat;
- l'invasion de l'Ukraine par la Russie, y compris les réactions à celle-ci;
- le risque lié à la chaîne d'approvisionnement et l'incidence des pénuries dans la chaîne d'approvisionnement sur nos commerçants;
- les autres facteurs macroéconomiques ayant une influence sur les PME, notamment l'inflation, les variations de taux d'intérêt et les tendances des dépenses de consommation;
- notre capacité à gérer l'incidence des fluctuations des taux de change sur nos produits des activités ordinaires et nos résultats d'exploitation;
- notre capacité à mettre en place notre stratégie de croissance et à faire face à la concurrence;
- les investissements et les dépenses considérables nécessaires dans un avenir prévisible pour accroître nos activités;
- notre situation de trésorerie et nos ressources en capital, notamment notre capacité à obtenir du financement par actions ou par emprunt à des modalités satisfaisantes;
- notre capacité à accroître l'importance et l'ampleur des activités de la Société;
- notre capacité à assurer l'accélération soutenue du déploiement mondial et de l'adoption de nos solutions de paiement;
- notre appui sur un nombre restreint de fournisseurs de services infonuagiques et de fournisseurs de composantes de la technologie que nous offrons avec nos solutions de paiement;
- notre capacité à améliorer la fonctionnalité, la performance, la fiabilité, la conception, la sécurité et l'extensibilité de notre plateforme;
- notre capacité à prévenir et à gérer les atteintes à la sécurité de l'information ou d'autres menaces à la cybersécurité;
- notre capacité à exercer une concurrence et à fixer de manière satisfaisante des prix pour nos solutions dans un marché très fragmenté et concurrentiel;

- les relations stratégiques avec des tiers, notamment notre appui sur l'intégration de solutions de traitement de paiement de tiers;
- notre capacité à maintenir des stocks suffisants de matériel informatique;
- la compatibilité de nos solutions avec les applications et les systèmes de tiers;
- l'évolution de la technologie sur laquelle repose notre plateforme;
- notre capacité à obtenir, maintenir et protéger notre propriété intellectuelle;
- les risques liés à nos activités et nos ventes à l'international et l'utilisation de notre plateforme dans divers pays;
- le caractère saisonnier de nos activités et de celles de nos clients;
- les litiges et la conformité réglementaire;
- notre capacité à accroître nos capacités en matière de vente et à maintenir la qualité de notre service à la clientèle et notre réputation;
- notre capacité à réaliser nos mesures de réduction des coûts;
- le fait que la marge brute et les charges d'exploitation sont des mesures établies conformément aux IFRS et qu'elles peuvent être touchées par des facteurs inhabituels, extraordinaires ou non récurrents, ou par des facteurs qui ne reflètent pas autrement la performance d'exploitation ou qui nuisent aux comparaisons d'une période à l'autre;
- les acquisitions potentielles ou autres occasions stratégiques, dont certaines pourraient être de taille importante ou entraîner des difficultés ou des coûts d'intégration importants, ou autrement avoir une incidence sur notre capacité à atteindre la rentabilité dans les délais prévus, si tant est que nous y parvenions.

Se reporter également à la rubrique « Énoncés prospectifs » du présent communiqué.

À propos de Lightspeed

Propulsant les commerces qui sont le moteur de l'économie mondiale, la plateforme de commerce tout-en-un de Lightspeed aide les commerçants à innover afin de simplifier, adapter et offrir des expériences client exceptionnelles. La solution infonuagique transforme et unifie les opérations en ligne et hors ligne, les ventes omnicanales, l'expansion avec de nouveaux emplacements, les paiements internationaux, le financement et la connexion aux réseaux de fournisseurs.

Fondée à Montréal, au Canada, Lightspeed est inscrite à la fois à la Bourse de New York et à celle de Toronto (NYSE : LSPD) (TSX : LSPD). Avec des équipes en Amérique du Nord, en Europe et en Asie-Pacifique, la Société est au service d'entreprises des secteurs du commerce de détail et de l'hôtellerie, ainsi que d'exploitants de terrains de golf dans plus d'une centaine de pays.

Pour un complément d'information : www.lightspeedhq.com

Réseaux sociaux : LinkedIn, Facebook, Instagram, YouTube et Twitter

Mesures et ratios non conformes aux IFRS

L'information présentée dans ce communiqué inclut certaines mesures financières non conformes aux IFRS telles que le « BAIIA ajusté », le « résultat ajusté », les « flux de trésorerie ajustés liés aux activités d'exploitation », la « marge brute non conforme aux IFRS », les « frais généraux et administratifs non conformes aux IFRS », les « frais de recherche et développement non conformes aux IFRS », les « frais de vente et de commercialisation non conformes aux IFRS », les « produits des activités ordinaires en monnaie constante », les « produits tirés des abonnements en monnaie constante » et les « produits tirés des abonnements et du traitement des transactions en monnaie constante », ainsi que certains ratios financiers non conformes aux IFRS tels que le « BAIIA ajusté en pourcentage des produits des activités ordinaires », le « résultat ajusté par action – de base et dilué », la « marge brute non conforme aux IFRS en pourcentage des produits des activités ordinaires », les « frais généraux et administratifs non conformes aux IFRS en pourcentage des produits des activités ordinaires », les « frais de recherche et développement non conformes aux IFRS en pourcentage des produits des activités ordinaires », les « frais de vente et de commercialisation non conformes aux IFRS en pourcentage des produits des activités ordinaires », la « croissance des produits des activités ordinaires en monnaie constante », la « croissance des produits tirés des abonnements en monnaie constante » et la « croissance des produits tirés des abonnements et du traitement des transactions en monnaie constante ». Ces mesures et ratios ne sont pas reconnus par les IFRS, n'ont pas un sens standardisé prescrit par les IFRS et ne sont probablement pas comparables à des mesures et ratios analogues présentés par d'autres entreprises. Ils s'ajoutent plutôt aux mesures et ratios IFRS et constituent un complément d'information utile à une compréhension plus approfondie de nos résultats d'exploitation, tels que les comprend notre direction. Par conséquent, il faudrait se garder de considérer ces mesures et ratios isolément ou comme un substitut à l'analyse de notre information financière conforme aux IFRS. Ces mesures et ratios non conformes aux IFRS constituent pour l'investisseur des mesures et ratios supplémentaires de notre rendement d'exploitation et font ainsi ressortir les tendances qui touchent nos activités principales susceptibles de passer inaperçues lorsqu'on se fie uniquement aux mesures et ratios IFRS. Nous sommes également d'avis que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et d'autres parties intéressées utilisent fréquemment des mesures et ratios non conformes aux IFRS pour évaluer les sociétés émettrices. Notre direction se sert aussi des mesures et ratios non conformes aux IFRS pour comparer le rendement de l'exploitation d'une période à l'autre, préparer les budgets d'exploitation et les prévisions, et déterminer les composantes de la rémunération de la direction. Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2022, la Société a adopté les nouvelles mesures non conformes aux IFRS : « produits des activités ordinaires en monnaie constante », « produits tirés des abonnements en monnaie constante » et « produits tirés des abonnements et du traitement des transactions en monnaie constante », et les nouveaux ratios non conformes aux IFRS : « croissance des produits des activités ordinaires en monnaie constante », « croissance des produits tirés des abonnements en monnaie constante » et « croissance des produits tirés des abonnements et du traitement des transactions en monnaie constante ».

Le « **BAIIA ajusté** » est défini comme la perte nette après intérêts, impôt et amortissement, ou comme le BAIIA, après ajustement tenant compte de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent, de la charge de rémunération liée à des acquisitions déjà conclues, des profits et pertes de change, des frais liés aux transactions, des frais de restructuration, des provisions pour litiges et de la dépréciation du goodwill. Nous sommes d'avis que le BAIIA ajusté constitue une mesure supplémentaire utile du rendement d'exploitation de la Société, car il permet d'illustrer les tendances sous-jacentes de nos activités qui pourraient autrement être éclipsées par l'incidence des produits ou des charges qui ne sont pas représentatifs du rendement d'exploitation de base de nos activités.

Le « **BAIIA ajusté en pourcentage des produits des activités ordinaires** » est défini comme le BAIIA ajusté divisé par le total des produits des activités ordinaires. Nous sommes d'avis que le BAIIA ajusté en pourcentage des produits des activités ordinaires constitue une mesure supplémentaire utile du rendement d'exploitation de la Société, car elle permet d'illustrer les tendances sous-jacentes de nos activités qui pourraient autrement être éclipsées par

l'incidence des produits ou des charges qui ne sont pas représentatifs du rendement d'exploitation de base des activités.

Le « **résultat ajusté** » est défini comme la perte nette compte non tenu de l'amortissement des immobilisations incorporelles, après ajustement tenant compte de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent, de la charge de rémunération liée à des acquisitions déjà conclues, des profits et pertes de change, des frais liés aux transactions, des frais de restructuration, des provisions pour litiges, du produit d'impôt différé et de la dépréciation du goodwill. Nous utilisons cette mesure, car nous estimons que l'exclusion de l'amortissement des immobilisations incorporelles et de certaines autres charges hors trésorerie ou non liées aux activités d'exploitation fournit une mesure supplémentaire utile de notre rendement d'exploitation puisqu'elle permet une comparaison plus précise d'une période à l'autre.

Le « **résultat ajusté par action – de base et dilué** » est défini comme le résultat ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (de base et dilué). Nous utilisons le résultat ajusté par action – de base et dilué dans le but de fournir une mesure supplémentaire utile du rendement et de la rentabilité de nos activités, par action (de base et dilué).

Les « **flux de trésorerie ajustés liés aux activités d'exploitation** » sont définis comme les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, après ajustement tenant compte du paiement des charges sociales se rapportant à la rémunération à base d'actions, du paiement des charges de rémunération liées aux acquisitions déjà conclues, du paiement des frais liés aux transactions, du paiement des frais de restructuration, des paiements des montants au titre des provisions constituées à l'égard de litiges, déduction faite des montants des assurances et des produits d'indemnisation reçus, et des paiements des frais de développement interne inscrits à l'actif. Nous utilisons cette mesure, car nous estimons que l'exclusion de certaines sorties et entrées de trésorerie fournit une mesure supplémentaire utile de notre rendement puisqu'elle donne aux investisseurs un meilleur aperçu de la capacité de la Société à générer des flux de trésorerie.

La « **marge brute non conforme aux IFRS** » est définie comme la marge brute après ajustement pour tenir compte de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent. Nous utilisons cette mesure, car nous estimons que l'exclusion de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent fournit une mesure supplémentaire utile de notre rendement puisqu'elle donne aux investisseurs un meilleur aperçu du rendement et de la rentabilité de la Société.

La « **marge brute non conforme aux IFRS en pourcentage des produits des activités ordinaires** » est calculée en divisant la marge brute non conforme aux IFRS par le total des produits des activités ordinaires. Nous utilisons ce ratio, car nous estimons que l'exclusion de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent fournit une mesure supplémentaire utile de notre rendement puisqu'elle donne aux investisseurs un meilleur aperçu du rendement et de la rentabilité de la Société.

Les « **frais généraux et administratifs non conformes aux IFRS** » sont définis comme les frais généraux et administratifs après ajustement pour tenir compte de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent, des frais liés aux transactions et des provisions pour litiges. Nous utilisons cette mesure, car nous estimons que l'exclusion de certaines charges fournit aux investisseurs une mesure supplémentaire utile de nos charges d'exploitation.

Les « **frais généraux et administratifs non conformes aux IFRS en pourcentage des produits des activités ordinaires** » sont calculés en divisant les frais généraux et administratifs non conformes aux IFRS par le total des

produits des activités ordinaires. Nous utilisons ce ratio, car nous estimons que l'exclusion de certaines charges fournit aux investisseurs une mesure supplémentaire utile de nos charges d'exploitation.

Les « **frais de recherche et développement non conformes aux IFRS** » sont définis comme les frais de recherche et développement après ajustement pour tenir compte de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent. Nous utilisons cette mesure, car nous estimons que l'exclusion de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent fournit aux investisseurs une mesure supplémentaire utile de nos charges d'exploitation.

Les « **frais de recherche et développement non conformes aux IFRS en pourcentage des produits des activités ordinaires** » sont calculés en divisant les frais de recherche et développement non conformes aux IFRS par le total des produits des activités ordinaires. Nous utilisons ce ratio, car nous estimons que l'exclusion de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent fournit aux investisseurs une mesure supplémentaire utile de nos charges d'exploitation.

Les « **frais de vente et de commercialisation non conformes aux IFRS** » sont définis comme les frais de vente et de commercialisation après ajustement pour tenir compte de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent, et des frais liés aux transactions. Nous utilisons cette mesure, car nous estimons que l'exclusion de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent et des frais liés aux transactions fournit aux investisseurs une mesure supplémentaire utile de nos charges d'exploitation.

Les « **frais de vente et de commercialisation non conformes aux IFRS en pourcentage des produits des activités ordinaires** » sont calculés en divisant les frais de vente et de commercialisation non conformes aux IFRS par le total des produits des activités ordinaires. Nous utilisons ce ratio, car nous estimons que l'exclusion de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent et des frais liés aux transactions fournit aux investisseurs une mesure supplémentaire utile de nos charges d'exploitation.

Les « **produits des activités ordinaires en monnaie constante** » correspondent aux produits des activités ordinaires ajustés pour tenir compte de l'incidence des fluctuations des taux de change. Les produits des activités ordinaires courants libellés dans une monnaie autre que le dollar américain sont convertis en dollars américains aux taux de change mensuels moyens des mois correspondants de l'exercice précédent plutôt que selon les taux de change réels en vigueur au cours de la période considérée. Nous estimons que cette mesure constitue une mesure supplémentaire utile pour la comparaison de la croissance des produits des activités ordinaires en éliminant l'incidence des variations des taux de change sur 12 mois afin d'aider les investisseurs à mieux comprendre notre rendement.

La « **croissance des produits des activités ordinaires en monnaie constante** » s'entend de la variation des produits des activités ordinaires en monnaie constante sur 12 mois divisée par les produits des activités ordinaires déclarés à la période précédente. Nous estimons que ce ratio constitue une mesure supplémentaire utile pour la comparaison de la croissance des produits des activités ordinaires en éliminant l'incidence des variations des taux de change sur 12 mois afin d'aider les investisseurs à mieux comprendre notre rendement.

Les « **produits tirés des abonnements en monnaie constante** » correspondent aux produits tirés des abonnements ajustés pour tenir compte de l'incidence des variations des taux de change. Les produits tirés des abonnements courants libellés dans une monnaie autre que le dollar américain sont convertis en dollars américains aux taux de change mensuels moyens des mois correspondants de l'exercice précédent plutôt que selon les taux de change réels en vigueur au cours de la période considérée. Nous estimons que cette mesure constitue une mesure supplémentaire utile pour la comparaison de la croissance des produits tirés des abonnements en éliminant l'incidence des fluctuations des taux de change sur 12 mois afin d'aider les investisseurs à mieux comprendre notre rendement.

La « **croissance des produits tirés des abonnements en monnaie constante** » s'entend de la variation des produits tirés des abonnements en monnaie constante sur 12 mois divisée par les produits des activités ordinaires déclarés à la période précédente. Nous estimons que ce ratio constitue une mesure supplémentaire utile pour la comparaison de la croissance des produits tirés des abonnements en éliminant l'incidence des variations des taux de change sur 12 mois afin d'aider les investisseurs à mieux comprendre notre rendement.

Les « **produits tirés des abonnements et du traitement des transactions en monnaie constante** » correspondent aux produits tirés des abonnements et du traitement des transactions ajustés pour tenir compte de l'incidence des variations des taux de change. Les produits tirés des abonnements et du traitement des transactions courants libellés dans une monnaie autre que le dollar américain sont convertis en dollars américains aux taux de change mensuels moyens des mois correspondants de l'exercice précédent plutôt que selon les taux de change réels en vigueur au cours de la période considérée. Nous estimons que cette mesure constitue une mesure supplémentaire utile pour la comparaison de la croissance des produits tirés des abonnements et du traitement des transactions en éliminant l'incidence des fluctuations des taux de change sur 12 mois afin d'aider les investisseurs à mieux comprendre notre rendement.

La « **croissance des produits tirés des abonnements et du traitement des transactions en monnaie constante** » s'entend de la variation des produits tirés des abonnements et du traitement des transactions en monnaie constante sur 12 mois divisée par les produits des activités ordinaires déclarés à la période précédente. Nous estimons que ce ratio constitue une mesure supplémentaire utile pour la comparaison de la croissance des produits tirés des abonnements et du traitement des transactions en éliminant l'incidence des variations des taux de change sur 12 mois afin d'aider les investisseurs à mieux comprendre notre rendement.

Se reporter aux tableaux financiers ci-après pour un rapprochement des mesures financières et ratios financiers non conformes aux IFRS.

Indicateurs de rendement clés

La surveillance des indicateurs de rendement clés suivants nous permet d'évaluer notre entreprise, de mesurer notre rendement, d'identifier les tendances qui touchent nos activités, d'établir des plans d'entreprise et de prendre des décisions stratégiques. Ces indicateurs de rendement clés constituent pour l'investisseur des mesures supplémentaires de notre rendement d'exploitation et font ainsi ressortir les tendances qui touchent nos activités principales susceptibles de passer inaperçues lorsqu'on se fie uniquement aux mesures et ratios IFRS. Nous sommes également d'avis que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et d'autres parties intéressées utilisent fréquemment les mesures propres à un secteur pour évaluer les sociétés émettrices. La méthode dont nous nous servons pour calculer nos indicateurs de rendement clés peut se révéler différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises pour calculer des mesures analogues.

Revenu moyen par utilisateur. Le « **revenu moyen par utilisateur** » ou « **RMPU** » correspond au total des produits tirés des abonnements et de solutions de traitement de transactions de la Société pour la période, divisé par le nombre d'emplacements clients de la Société pour cette période. Nous utilisons cette mesure, car nous estimons qu'elle constitue une mesure supplémentaire utile de nos progrès en matière de croissance des produits que nous tirons de notre clientèle. Pour plus de précision et conformément à la méthode de calcul du RMPU utilisée par le passé, le nombre d'emplacements clients de la Société pour la période correspond au nombre moyen d'emplacements clients tout au long de la période.

Emplacements clients. Un « **emplacement client** » s'entend de l'emplacement d'un commerçant facturable pour lequel un contrat de service est en vigueur ou dont le renouvellement est en négociation et, dans le cas de NuORDER, d'une marque avec un abonnement direct ou indirect payé pour lequel un contrat de service est en

vigueur ou dont le renouvellement est en négociation. Un seul client distinct peut avoir plusieurs emplacements clients, qu'il s'agisse d'emplacements physiques ou de sites de commerce électronique et, dans le cas de NuORDER, des abonnements multiples. Nous utilisons cette mesure, car nous estimons que notre capacité d'accroître le nombre d'emplacements clients affichant un VTB par année élevé qui utilisent notre plateforme est un indicateur de notre succès au chapitre de la pénétration de marché et de la croissance de notre entreprise.

Volume traité par les solutions de paiement brut. Le « **volume traité par les solutions de paiement brut** » ou « **VTSPB** » désigne la valeur totale en dollars des transactions traitées, compte non tenu des montants traités au moyen de la solution NuORDER, au cours de la période par nos solutions de paiement pour lesquelles nous agissons à titre de partie principale dans l'entente avec un client, déduction faite des remboursements, ce qui inclut les frais de transport et de manutention, les droits de douane et des taxes à la valeur ajoutée. Nous utilisons cette mesure, car nous sommes d'avis qu'une croissance du VTSPB est un indicateur de la force de nos solutions de paiement. À mesure que le nombre d'emplacements clients utilisant nos solutions de paiement augmente, particulièrement ceux affichant un VTB élevé, nous générons un VTSPB plus élevé et nous constatons une hausse des produits tirés du traitement des transactions. Nous avons exclu de notre VTSPB les montants traités au moyen de la solution NuORDER parce qu'ils représentent un volume de transactions interentreprises plutôt qu'un volume de transactions d'entreprise à particulier et que nous n'avons actuellement pas de solution de paiement robuste pour le volume de transactions interentreprises.

Volume de transactions brut. Le « **volume de transactions brut** » ou « **VTB** » correspond à la valeur totale en dollars des transactions traitées sur notre plateforme infonuagique SaaS (compte non tenu des montants traités par la solution NuORDER) pour une période donnée, après déduction des remboursements, et avant déduction des frais de transport et de manutention, droits de douane et taxes à la valeur ajoutée. Nous utilisons cette mesure, car nous estimons que le VTB est un indicateur du succès de nos clients et de la vigueur de notre plateforme. Le VTB ne représente pas des produits que nous avons gagnés. Nous avons exclu de notre VTB les montants traités au moyen de la solution NuORDER parce qu'ils représentent un volume de transactions interentreprises plutôt qu'un volume de transactions d'entreprise à particulier et que nous n'avons actuellement pas de solution de paiement robuste pour le volume de transactions interentreprises.

Volume de transactions brut en monnaie constante. Le « **volume de transactions brut en monnaie constante** » ou « **VTB en monnaie constante** » correspond au VTB ajusté pour tenir compte de l'incidence des fluctuations des taux de change. Le VTB courant libellé dans une monnaie autre que le dollar américain est converti en dollars américains aux taux de change mensuels moyens des mois correspondants de l'exercice précédent plutôt que selon les taux de change réels en vigueur au cours de la période considérée. Nous utilisons cette mesure, car nous sommes d'avis que le VTB en monnaie constante fournit une mesure supplémentaire utile du succès de nos clients et de la vigueur de notre plateforme, sans tenir compte de l'incidence des fluctuations des taux de change sur 12 mois.

Énoncés prospectifs

Le présent communiqué contient de l'« information prospective » et des « énoncés prospectifs » (ensemble, l'« information prospective »), au sens où l'entendent les lois sur les valeurs mobilières pertinentes. L'information prospective peut se rapporter aux perspectives financières (notamment les produits des activités ordinaires, les produits des activités ordinaires en monnaie constante, le BAIIA ajusté et le BAIIA ajusté en pourcentage des produits des activités ordinaires) et aux événements ou résultats prévus; elle peut comprendre des renseignements sur notre situation financière, notre stratégie d'affaires, nos stratégies de croissance, les marchés à notre portée, nos budgets, nos activités d'exploitation, nos résultats financiers, nos impôts, notre politique en matière de dividendes, nos plans et nos objectifs. En particulier, est considérée comme prospective l'information sur nos attentes à l'égard des résultats, du rendement, des réalisations, des perspectives et des possibilités futurs ou des marchés sur lesquels nous exerçons nos activités; les conditions

macroéconomiques telles que l'accentuation des pressions inflationnistes, la hausse des taux d'intérêt et l'intensification de l'incertitude économique mondiale; nos attentes quant aux coûts, au calendrier et à l'incidence de nos mesures de réduction des coûts; des événements tels que la pandémie de COVID-19 (la « pandémie de COVID-19 ») et l'invasion de l'Ukraine par la Russie; ainsi que l'information sur nos attentes concernant les tendances du secteur d'activité et des dépenses de consommation, nos taux de croissance, la réalisation de développements de notre plateforme et l'expansion de celle-ci, nos produits d'exploitation et le potentiel de nos solutions de paiement et autres solutions à dégager des produits d'exploitation, nos marges brutes et notre rentabilité future, les résultats et les synergies au terme d'acquisitions, l'incidence des procédures judiciaires, l'incidence des fluctuations des taux de change sur nos résultats d'exploitation, nos plans et stratégies d'affaires et notre position concurrentielle dans notre secteur d'activité.

Dans certains cas, l'information prospective se signale par la terminologie utilisée : « prévoir », « cibler », « s'attendre à », « il existe une possibilité que », « budget », « calendrier », « estimation », « suggérer », « perspectives », « prévision », « projection », « éventuel », « stratégie », « avoir l'intention de », « croire », « estimer » ainsi que diverses variations ou flexions de ces termes, notamment au futur, au conditionnel ou à la forme négative, de même que des mots, expressions ou énoncés stipulant que certains événements, résultats, actions ou mesures peuvent ou pourraient « se produire », « survenir », « être atteints » ou « être prises », ou l'inverse, et d'autres termes ou expressions de même nature. En outre, tout énoncé qui se rapporte à des attentes, intentions, projections ou autres allusions à des événements ou circonstances futurs contient de l'information prospective. Les énoncés contenant de l'information prospective ne concernent pas des faits passés; ils représentent les attentes, les estimations et les projections de la direction à l'égard d'événements ou de circonstances futurs.

L'information prospective est nécessairement fondée sur des opinions, estimations et hypothèses que nous jugeons appropriées et raisonnables à la date à laquelle elle est établie. L'information prospective est subordonnée à des risques connus ou inconnus, des incertitudes, des hypothèses et d'autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats, les niveaux d'activité, le rendement ou les réalisations obtenus soient largement différents de ceux qui sont expressément ou implicitement exprimés dans l'information prospective. Ces facteurs de risque englobent, sans s'y limiter, ceux mentionnés dans notre plus récent rapport de gestion, dans la rubrique « Facteurs de risque » de notre plus récente notice annuelle et dans les autres documents que nous avons déposés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, qui peuvent être consultés sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, ou sur EDGAR, à l'adresse www.sec.gov.

Nous avons tenté de cerner tous les facteurs de risque importants susceptibles de faire en sorte que les résultats réels s'écartent de manière significative de ceux exposés dans l'information prospective; cependant, d'autres facteurs de risque qui ne sont pas connus pour l'instant ou que nous estimons négligeables à l'heure actuelle pourraient avoir cet effet. Le lecteur est prié de ne pas se fier indûment à l'information prospective, qui n'est valable qu'à la date à laquelle elle est établie. L'information prospective contenue dans le présent communiqué représente nos attentes à la date d'établissement de celui-ci (ou à toute autre date mentionnée) et est susceptible de changer après cette date. Nous nous dégageons de toute intention, de toute obligation et de tout engagement de mettre à jour ou de réviser l'information prospective, que ce soit par suite de nouvelles informations ou d'événements à venir ou pour toute autre raison, sauf si les lois sur les valeurs mobilières en vigueur l'exigent. Toute l'information prospective contenue dans le présent communiqué est expressément assujettie à la mise en garde qui précède.

Personnes-ressources :

Asha Bakshani

Cheffe des finances

Gus Papageorgiou

Responsable des relations avec les investisseurs

investorrelations@lightspeedhq.com

SOURCE Lightspeed Commerce Inc.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat net et du résultat global
(en milliers de dollars américains, sauf les nombres d'actions et les montants par action, non audité)

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2022	**2021**	**2022**	**2021**
	$	**$**	**$**	**$**
Produits des activités ordinaires				
Abonnements	74 494	68 589	222 548	177 888
Traitement des transactions	107 156	75 839	299 984	197 315
Matériel informatique et autres produits	7 047	8 248	23 746	26 611
Total des produits des activités ordinaires	188 697	152 676	546 278	401 814
Coût direct des produits				
Abonnements	19 948	19 164	61 028	51 535
Traitement des transactions	71 584	43 949	204 496	115 610
Matériel informatique et autres produits	11 159	10 562	35 754	33 149
Total du coût des produits	102 691	73 675	301 278	200 294
Marge brute	86 006	79 001	245 000	201 520
Charges d'exploitation				
Frais généraux et administratifs	28 429	21 655	83 800	67 013
Recherche et développement	37 405	32 005	109 637	84 313
Vente et commercialisation	60 505	55 308	193 487	149 271
Amortissement des immobilisations corporelles	1 327	1 315	3 736	3 204
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	2 109	2 078	6 219	5 711
Perte (profit) de change	(968)	327	(496)	582
Charge de rémunération liée à des acquisitions	6 290	19 012	36 046	30 058
Amortissement des immobilisations incorporelles	25 366	25 851	76 926	65 661
Restructuration	1 324	—	3 134	197
Dépréciation du goodwill	748 712	—	748 712	—
Total des charges d'exploitation	910 499	157 551	1 261 201	406 010
Perte d'exploitation	(824 493)	(78 550)	(1 016 201)	(204 490)
Produit d'intérêts net	8 300	1 029	15 158	1 974
Perte avant impôt sur le résultat	(816 193)	(77 521)	(1 001 043)	(202 516)
Charge (produit) d'impôt				
Exigible	38	96	818	821
Différé	(1 429)	(12 125)	(6 320)	(29 421)
Total du produit d'impôt	(1 391)	(12 029)	(5 502)	(28 600)
Perte nette	(814 802)	(65 492)	(995 541)	(173 916)
Autres éléments du résultat global				
Éléments pouvant être reclassés dans la perte nette				
Écarts de conversion liés aux établissements à l'étranger	9 197	(2 251)	(6 325)	(6 376)
Variation du profit net latent (de la perte nette latente) sur les instruments de couverture de flux de trésorerie	1 407	415	(1 371)	(530)
Total des autres éléments du résultat global	10 604	(1 836)	(7 696)	(6 906)
Total du résultat global	(804 198)	(67 328)	(1 003 237)	(180 822)
Perte nette par action – de base et diluée	(5,39)	(0,44)	(6,64)	(1,25)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires – de base et dilué	151 187 993	148 171 635	149 952 650	139 283 453

États consolidés intermédiaires résumés de la situation financière

(en milliers de dollars américains, non audité)

	Aux	
	31 décembre 2022	**31 mars 2022**
Actif	**$**	**$**
Actif courant		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	838 118	953 654
Créances clients et autres débiteurs	68 575	45 766
Stocks	10 143	7 540
Autres actifs courants	33 934	35 535
Total de l'actif courant	950 770	1 042 495
Actifs au titre de droits d'utilisation liés à un contrat de location, montant net	22 305	25 539
Immobilisations corporelles, montant net	19 587	16 456
Immobilisations incorporelles, montant net	334 600	409 568
Goodwill	1 350 009	2 104 368
Autres actifs non courants	29 233	21 400
Actif d'impôt différé	144	154
Total de l'actif	2 706 648	3 619 980
Passif et capitaux propres		
Passif courant		
Créditeurs et charges à payer	69 748	78 307
Obligations locatives	6 924	7 633
Passif d'impôt exigible	6 627	6 718
Produits différés	61 636	65 194
Total du passif courant	144 935	157 852
Produits différés	1 640	2 121
Obligations locatives	19 479	23 037
Dette à long terme	—	29 841
Charges sociales à payer se rapportant à la rémunération à base d'actions	851	1 007
Passif d'impôt différé	222	6 833
Total du passif	167 127	220 691
Capitaux propres		
Capital-actions	4 274 008	4 199 025
Capital apporté supplémentaire	192 263	123 777
Cumul des autres éléments du résultat global	(5 019)	2 677
Déficit cumulé	(1 921 731)	(926 190)
Total des capitaux propres	2 539 521	3 399 289
Total du passif et des capitaux propres	2 706 648	3 619 980

Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie

(en milliers de dollars américains, non audité)

	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2022	**2021**
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	**$**	**$**
Perte nette	(995 541)	(173 916)
Éléments sans effet sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		
Rémunération à base d'actions liée à des acquisitions	31 520	26 133
Amortissement des immobilisations incorporelles	76 926	65 661
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs au titre de droits d'utilisation liés à un contrat de location	9 955	8 915
Impôt sur le résultat différé	(6 320)	(29 421)
Charge de rémunération à base d'actions	107 845	66 982
Perte de change latente	50	272
Dépréciation du goodwill	748 712	—
(Augmentation) diminution des actifs d'exploitation et augmentation (diminution) des passifs d'exploitation		
Créances clients et autres débiteurs	(19 689)	(11 095)
Stocks	(2 603)	(2 884)
Autres actifs	(4 746)	(22 590)
Créditeurs et charges à payer	(10 362)	(2 001)
Passif d'impôt exigible	(91)	451
Produits différés	(4 039)	1 727
Charges sociales à payer se rapportant à la rémunération à base d'actions	(156)	(2 136)
Produit d'intérêts net	(15 158)	(1 974)
Total – activités d'exploitation	(83 697)	(75 876)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Entrées d'immobilisations corporelles	(7 211)	(8 748)
Entrées d'immobilisations incorporelles	(2 375)	—
Acquisition d'entreprises, déduction faite de la trésorerie acquise	—	(559 450)
Achat de placements	(1 256)	—
Variation de dépôts à terme soumis à restrictions	—	344
Produit d'intérêts	13 706	4 122
Total – activités d'investissement	2 864	(563 732)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Produit de l'exercice d'options sur actions	4 297	16 925
Produit de l'émission de capital-actions	—	823 515
Frais d'émission d'actions	(193)	(34 135)
Remboursement de la dette à long terme	(30 000)	—
Règlement d'obligations locatives, déduction faite des avantages incitatifs à la location et des variations de dépôts de location soumis à restrictions	(6 405)	(5 088)
Coûts de financement	(734)	(1 445)
Total – activités de financement	(33 035)	799 772
Incidence des variations du change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(1 668)	(655)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période	(115 536)	159 509
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	953 654	807 150
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	838 118	966 659
Intérêts versés	374	704
Impôt sur le résultat payé	979	687

Rapprochement des résultats conformes et non conformes aux IFRS
BAIIA ajusté

(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages, non audité)

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2022	**2021**	**2022**	**2021**
	$	**$**	**$**	**$**
Perte nette	(814 802)	(65 492)	(995 541)	(173 916)
Perte nette en pourcentage des produits des activités ordinaires	(431,8)%	(42,9)%	(182,2)%	(43,3)%
Rémunération à base d'actions et charges sociales qui s'y rapportent[1)]	34 470	21 968	107 700	67 441
Amortissement[2)]	28 802	29 244	86 881	74 576
Perte (profit) de change[3)]	(968)	327	(496)	582
Produit d'intérêts net[2)]	(8 300)	(1 029)	(15 158)	(1 974)
Rémunération liée à des acquisitions[4)]	6 290	19 012	36 046	30 058
Frais liés aux transactions[5)]	390	1 017	3 511	8 781
Restructuration[6)]	1 324	—	3 134	197
Dépréciation du goodwill[7)]	748 712	—	748 712	—
Provisions pour litiges[8)]	64	(126)	1 180	1 079
Produit d'impôt	(1 391)	(12 029)	(5 502)	(28 600)
BAIIA ajusté	(5 409)	(7 108)	(29 533)	(21 776)
BAIIA ajusté en pourcentage des produits des activités ordinaires	(2,9)%	(4,7)%	(5,4)%	(5,4)%

1) Ce poste se compose d'une charge hors trésorerie comptabilisée dans le cadre de l'émission d'options sur actions et autres attributions à nos employés et administrateurs aux termes de nos régimes d'intéressement à base de titres de capitaux propres et des charges sociales qui s'y rapportent, étant donné que ces charges sont directement imputables à la rémunération à base d'actions. Il représente donc une estimation et est susceptible de changer. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2022, la charge de rémunération à base d'actions se chiffrait respectivement à 34 256 $ et à 107 845 $ (charge de 29 939 $ et de 66 982 $, respectivement, en décembre 2021) et les charges sociales qui s'y rapportent étaient respectivement une charge de 214 $ et un produit de 145 $ (produit de 7 971 $ et charge de 459 $, respectivement, en décembre 2021). Ces montants sont inclus dans le coût direct des produits, les frais généraux et administratifs, les frais de recherche et développement et les frais de vente et de commercialisation (se reporter à la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour un complément d'information).

2) Conformément à IFRS 16 *Contrats de location*, la perte nette comprend un amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation de 2 109 $ et une charge d'intérêts liée aux obligations locatives de 275 $, et exclut des charges locatives de 2 197 $ pour le trimestre clos le 31 décembre 2022 (2 078 $, 305 $ et 2 039 $, respectivement, pour le trimestre clos le 31 décembre 2021). Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2022, la perte nette comprend un amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation de 6 219 $ et une charge d'intérêts liée aux obligations locatives de 797 $, et exclut des charges locatives de 6 390 $ (5 711 $, 916 $ et 6 022 $, respectivement, pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2021).

3) Ces profits et pertes hors trésorerie sont liés à la conversion de devises.

4) Ces coûts représentent une partie de la contrepartie versée aux entreprises acquises qui dépend des obligations d'emploi continu de certains membres du personnel clés des entreprises acquises en question, ou de l'atteinte de certains critères de performance.

5) Ces frais se rapportent aux honoraires professionnels, juridiques et comptables, aux honoraires de services-conseils et autres honoraires liés à nos appels publics à l'épargne et à nos acquisitions, qui n'auraient par ailleurs pas été engagés. Ces coûts sont inclus dans les frais généraux et administratifs et les frais de vente et de commercialisation.

6) Certaines fonctions et la structure de gestion connexe ont été modifiées et le seront de nouveau afin de réaliser des synergies et d'assurer une agilité organisationnelle. Les frais associés à cette réorganisation ont été comptabilisés à titre de frais de restructuration.

7) Ce montant représente une charge de dépréciation du goodwill hors trésorerie (se reporter à la note 11 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour un complément d'information).

8) Ces montants représentent les provisions constituées et les autres coûts, tels que les honoraires juridiques, engagés à l'égard de certains litiges, déduction faite des montants couverts par les assurances et des indemnisations. Ces montants ne comprennent pas les provisions constituées et les autres coûts engagés en lien avec des litiges que nous considérons comme faisant partie du cours normal de nos activités. Ces montants sont inclus dans les frais généraux et administratifs.

Rapprochement des résultats conformes et non conformes aux IFRS (suite)
Résultat ajusté et résultat ajusté par action – de base et dilué

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action, non audité)

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2022	**2021**	**2022**	**2021**
	$	**$**	**$**	**$**
Perte nette	(814 802)	(65 492)	(995 541)	(173 916)
Rémunération à base d'actions et charges sociales qui s'y rapportent[1)]	34 470	21 968	107 700	67 441
Amortissement des immobilisations incorporelles	25 366	25 851	76 926	65 661
Rémunération liée à des acquisitions[2)]	6 290	19 012	36 046	30 058
Frais liés aux transactions[3)]	390	1 017	3 511	8 781
Restructuration[4)]	1 324	—	3 134	197
Dépréciation du goodwill[5)]	748 712	—	748 712	—
Provisions pour litiges[6)]	64	(126,00)	1 180	1 079
Produit d'impôt différé	(1 429)	(12 125)	(6 320)	(29 421)
Résultat ajusté	385	(9 895)	(24 652)	(30 120)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (de base et dilué)[7)]	151 187 993	148 171 635	149 952 650	139 283 453
Perte nette par action – de base et diluée	(5,39)	(0,44)	(6,64)	(1,25)
Résultat par action ajusté – de base et dilué	0,00	(0,07)	(0,16)	(0,22)

1) Ce poste se compose d'une charge hors trésorerie comptabilisée dans le cadre de l'émission d'options sur actions et autres attributions à nos employés et administrateurs aux termes de nos régimes d'intéressement à base de titres de capitaux propres et des charges sociales qui s'y rapportent, étant donné que ces charges sont directement imputables à la rémunération à base d'actions. Il représente donc une estimation et est susceptible de changer. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2022, la charge de rémunération à base d'actions s'est élevée respectivement à 34 256 $ et à 107 845 $ (charge de 29 939 $ et de 66 982 $, respectivement, en décembre 2021) et les charges sociales qui s'y rapportent étaient respectivement une charge de 214 $ et un produit de 145 $ (un produit de 7 971 $ et une charge de 459 $, respectivement, en décembre 2021). Ces montants sont inclus dans le coût direct des produits, les frais généraux et administratifs, les frais de recherche et développement et les frais de vente et de commercialisation (se reporter à la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour un complément d'information).

2) Ces coûts représentent une partie de la contrepartie versée aux entreprises acquises qui dépend des obligations d'emploi continu de certains membres du personnel clés des entreprises acquises en question, ou de l'atteinte de certains critères de performance.

3) Ces frais se rapportent aux honoraires professionnels, juridiques et comptables, aux honoraires de services-conseils et autres honoraires liés à nos appels publics à l'épargne et à nos acquisitions, qui n'auraient par ailleurs pas été engagés. Ces coûts sont inclus dans les frais généraux et administratifs et les frais de vente et de commercialisation.

4) Certaines fonctions et la structure de gestion connexe ont été modifiées et le seront de nouveau afin de réaliser des synergies et d'assurer une agilité organisationnelle. Les frais associés à cette réorganisation ont été comptabilisés à titre de frais de restructuration.

5) Ce montant représente une charge de dépréciation du goodwill hors trésorerie (se reporter à la note 11 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour un complément d'information).

6) Ces montants représentent les provisions constituées et les autres coûts, tels que les honoraires juridiques, engagés à l'égard de certains litiges, déduction faite des montants couverts par les assurances et des indemnisations. Ces montants ne comprennent pas les provisions constituées et les autres coûts engagés en lien avec des litiges que nous considérons comme faisant partie du cours normal de nos activités. Ces montants sont inclus dans les frais généraux et administratifs.

7) Pour les périodes au cours desquelles nous avons présenté une perte ajustée, par suite des pertes ajustées engagées, tous les titres potentiellement dilutifs ont été exclus du calcul de la perte ajustée par action – diluée, car leur inclusion aurait eu un effet antidilutif. La perte ajustée par action – diluée correspond à la perte ajustée par action – de base pour les périodes au cours desquelles nous avons engagé une perte ajustée. Pour le trimestre clos le 31 décembre 2022, un résultat ajusté a été présenté. Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires n'a pas été ajusté pour tenir compte de l'effet dilutif de tous les titres potentiellement dilutifs pour le trimestre clos le 31 décembre 2022, puisque le résultat ajusté par action – de base et le résultat ajusté par action – dilué seraient identiques, compte tenu ou non tenu de l'effet dilutif de tous les titres potentiellement dilutifs, étant donné que le résultat ajusté par action – de base était déjà de 0,00.

Rapprochement des résultats conformes et non conformes aux IFRS (suite)
Flux de trésorerie ajustés liés aux activités d'exploitation

(en milliers de dollars américains, non audité)

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2022	**2021**	**2022**	**2021**
	$	**$**	**$**	**$**
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(26 424)	(48 236)	(83 697)	(75 876)
Charges sociales se rapportant à la rémunération à base d'actions[1)]	618	1 751	885	4 797
Rémunération liée à des acquisitions[2)]	6 043	3 673	6 043	7 093
Frais liés aux transactions[3)]	(315)	3 910	4 509	11 777
Restructuration[4)]	679	—	2 492	1 089
Provisions pour litiges[5)]	228	1 487	3 097	(288)
Frais de développement interne inscrits à l'actif[6)]	(877)	—	(2 375)	—
Flux de trésorerie ajustés liés aux activités d'exploitation	(20 048)	(37 415)	(69 046)	(51 408)

1) Ces montants représentent les entrées et sorties de trésorerie associées aux charges sociales liées aux options sur actions et autres attributions émises à nos employés et administrateurs dans le cadre de nos régimes d'intéressement à base de titres de capitaux propres.

2) Ces montants représentent la sortie de trésorerie associée à une partie de la contrepartie versée aux entreprises acquises, qui se rattache aux obligations d'emploi continu de certains membres du personnel clés de ces entreprises acquises, ou à l'atteinte de certains critères de performance.

3) Ces montants représentent les sorties et les entrées de trésorerie attribuables à des écarts temporaires liées aux honoraires professionnels, juridiques et comptables, aux honoraires de services-conseils et autres honoraires liés à nos appels publics à l'épargne et à nos acquisitions, qui n'auraient par ailleurs pas été engagés. Ces ajustements se rapportent au règlement des frais liés aux transactions des entreprises cibles qui ne s'inscrivaient pas dans le cours normal des activités pour nos acquisitions et qui ont été repris à titre de passifs aux dates d'acquisition pertinentes.

4) Certaines fonctions et la structure de gestion connexe ont été modifiées et le seront de nouveau afin de réaliser des synergies et d'assurer une agilité organisationnelle. Les frais associés à cette réorganisation ont été comptabilisés à titre de frais de restructuration.

5) Ces coûts représentent les entrées et sorties de trésorerie au titre des provisions constituées et les autres coûts, tels que les honoraires juridiques, engagés à l'égard de certains litiges, déduction faite des montants reçus au titre des assurances et des produits d'indemnisation. Ces entrées et sorties de trésorerie ne comprennent pas les entrées et sorties de trésorerie liées aux litiges que nous considérons comme faisant partie du cours normal de nos activités.

6) Ces montants représentent les sorties de trésorerie liées aux frais de développement interne inscrits à l'actif relativement à la plateforme Lightspeed B2B. Ces montants sont inclus dans les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement des tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie non audités. Si ces coûts n'étaient pas inscrits à l'actif à titre d'immobilisations incorporelles, ils feraient partie de nos flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation. Aucuns frais de développement interne inscrit à l'actif n'ont été comptabilisés au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022.

Rapprochement des résultats conformes et non conformes aux IFRS (suite)
(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages, non audité)

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2022	**2021**	**2022**	**2021**
	$	**$**	**$**	**$**
Marge brute	86 006	79 001	245 000	201 520
En pourcentage des produits des activités ordinaires	45,6 %	51,7 %	44,8 %	50,2 %
Ajouter : Rémunération à base d'actions et charges sociales qui s'y rapportent[3]	1 652	1 202	6 110	4 196
Marge brute non conforme aux IFRS[1]	87 658	80 203	251 110	205 716
Marge brute non conforme aux IFRS en pourcentage des produits des activités ordinaires[2]	46,5 %	52,5 %	46,0 %	51,2 %
Frais généraux et administratifs	28 429	21 655	83 800	67 013
En pourcentage des produits des activités ordinaires	15,1 %	14,2 %	15,3 %	16,7 %
Déduire : Rémunération à base d'actions et charges sociales qui s'y rapportent[3]	11 719	5 467	30 430	15 641
Déduire : Frais liés aux transactions[4]	285	708	2 780	7 877
Déduire : Provisions pour litiges[5]	64	(126)	1 180	1 079
Frais de recherche et développement non conformes aux IFRS[1]	16 361	15 606	49 410	42 416
Frais généraux et administratifs non conformes aux IFRS en pourcentage des produits des activités ordinaires[2]	8,7 %	10,2 %	9,0 %	10,6 %
Frais de recherche et développement	37 405	32 005	109 637	84 313
En pourcentage des produits des activités ordinaires	19,8 %	21,0 %	20,1 %	21,0 %
Déduire : Rémunération à base d'actions et charges sociales qui s'y rapportent[3]	10 144	7 226	31 013	19 386
Frais de recherche et développement non conformes aux IFRS[1]	27 261	24 779	78 624	64 927
Frais de recherche et développement non conformes aux IFRS en pourcentage des produits des activités ordinaires[2]	14,4 %	16,2 %	14,4 %	16,2 %
Frais de vente et de commercialisation	60 505	55 308	193 487	149 271
En pourcentage des produits des activités ordinaires	32,1 %	36,2 %	35,4 %	37,1 %
Déduire : Rémunération à base d'actions et charges sociales qui s'y rapportent[3]	10 955	8 073	40 147	28 218
Déduire : Frais liés aux transactions[4]	105	309	731	904
Frais de vente et de commercialisation non conformes aux IFRS[1]	49 445	46 926	152 609	120 149
Frais de vente et de commercialisation non conformes aux IFRS en pourcentage des produits des activités ordinaires[2]	26,2 %	30,7 %	27,9 %	29,9 %

1) Mesure non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures et ratios non conformes aux IFRS ».
2) Ratio non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures et ratios non conformes aux IFRS ».
3) Ce poste se compose d'une charge hors trésorerie comptabilisée dans le cadre de l'émission d'options sur actions et autres attributions à nos employés et administrateurs aux termes de nos régimes d'intéressement à base de titres de capitaux propres et des charges sociales qui s'y rapportent, étant donné que ces charges sont directement imputables à la rémunération à base d'actions. Il représente une estimation et est donc susceptible de changer.
4) Ces frais se rapportent aux honoraires professionnels, juridiques et comptables, aux honoraires de services-conseils et autres honoraires liés à nos premiers appels publics à l'épargne et à nos acquisitions, qui n'auraient par ailleurs pas été engagés. Ces coûts sont inclus dans les frais généraux et administratifs et dans les frais de vente et de commercialisation.
5) Ces montants représentent les provisions constituées et les autres coûts, tels que les honoraires juridiques, engagés à l'égard de certains litiges, déduction faite des montants couverts par les assurances et des indemnisations. Ces montants ne comprennent pas les provisions constituées et les autres coûts engagés en lien avec des litiges que nous considérons comme faisant partie du cours normal de nos activités. Ces montants sont inclus dans les frais généraux et administratifs.

Rapprochement des résultats conformes et non conformes aux IFRS (suite)
Produits des activités ordinaires et taux de croissance des produits des activités ordinaires en monnaie constante
(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages, non audité)

	Trimestre clos le 31 décembre 2022	Période de neuf mois close le 31 décembre 2022
	$	$
Produits tirés des abonnements présentés	74 494	222 548
Croissance des produits tirés des abonnements	9 %	25 %
Incidence du change sur les produits tirés des abonnements[1)]	2 788	7 418
Produits tirés des abonnements en monnaie constante	77 282	229 966
Croissance des produits tirés des abonnements en monnaie constante	13 %	29 %
Produits tirés des abonnements et du traitement des transactions présentés	181 650	522 532
Croissance des produits tirés des abonnements et du traitement des transactions	26 %	39 %
Incidence du change sur les produits tirés des abonnements et du traitement des transactions[1)]	3 411	8 912
Produits tirés des abonnements et du traitement des transactions en monnaie constante	185 061	531 444
Croissance des produits tirés des abonnements et du traitement des transactions en monnaie constante	28 %	42 %
Total des produits des activités ordinaires présenté	188 697	546 278
Croissance du total des produits des activités ordinaires	24 %	36 %
Incidence du change sur le total des produits des activités ordinaires[1)]	3 846	10 273
Total des produits des activités ordinaires en monnaie constante	192 543	556 551
Croissance du total des produits des activités ordinaires en monnaie constante	26 %	39 %

	Trimestre clos le 31 décembre 2021	Période de neuf mois close le 31 décembre 2021
	$	$
Produits tirés des abonnements présentés	68 589	177 888
Produits tirés des abonnements et du traitement des transactions présentés	144 428	375 203
Total des produits des activités ordinaires présenté	152 676	401 814

1) Les produits des activités ordinaires courants libellés dans une monnaie autre que le dollar américain sont convertis en dollars américains aux taux de change mensuels moyens des mois correspondants de l'exercice précédent plutôt que selon les taux de change réels en vigueur au cours de la période considérée. Nous estimons que cette mesure constitue une mesure supplémentaire utile pour la comparaison de la croissance des produits des activités ordinaires en éliminant l'incidence des variations des taux de change sur 12 mois afin d'aider les investisseurs à mieux comprendre notre rendement.